



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} décembre.

La RDC a 15 années de retard dans la lutte contre le Sida, selon MSF. Dans un communiqué publié à l'occasion de la journée mondiale du Sida célébrée le 1er décembre de chaque année, Médecins sans frontières (MSF) indique que la République Démocratique du Congo accuse 15 années de retard dans la lutte contre le Sida. «Alors que les financements ne cessent de diminuer, plus de 80% des 440 000 personnes vivant avec le VIH/Sida en RDC sont toujours en attente du traitement qui pourrait leur sauver la vie», explique l'ONG dans ce communiqué intitulé «Journée Mondiale du Sida : Pas de fête pour la République Démocratique du Congo».

Kisangani: Martin Kobler encourage les FDLR à rentrer au Rwanda. En compagnie d'une forte délégation des diplomates, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, s'est rendu samedi 29 novembre des conditions d'hébergement des ex-combattants FDLR et leurs dépendants au camp général Bahuma à Kisangani. Le chef de la Monusco a exhorté ces ex-combattants à rentrer au Rwanda.

Nord-Kivu: seuls 20% des ONG fonctionnent dans la légalité. Seules 22 ONG sur les 102 (20%) œuvrant dans la province du Nord-Kivu travaillent dans la légalité. La ministre provinciale du Plan, Budget, Communication et Médias, Marie Shematsi, a donné ces chiffres, samedi 29 novembre, à Goma, chef-lieu de la province. Elle a indiqué que ces structures exercent dans la légalité parce qu'elles ont déposé les canevas de leurs activités au ministère provincial du Plan comme recommandé par le gouvernement provincial du Nord-Kivu.

Marie Shematsi Baeni a indiqué que cette stratégie permet au gouvernement provincial d'avoir la maîtrise des domaines d'intervention de ces organisations dont la plupart, selon elle, exercent sans tenir compte de besoins des populations. C'est depuis le 6 novembre dernier que ces ONG ont reçu chacune un canevas dans lequel, elles devraient détailler leurs activités menées en faveur des populations du Nord-Kivu. La ministre provinciale du Plan du Nord-Kivu prévient qu'aucune ONG n'exercera l'année prochaine si elle n'est pas en ordre vis-à-vis de l'exécutif provincial. Marie Shematsi a par ailleurs indiqué que gouvernement provincial du Nord-Kivu ne permettra pas, en 2015, que les gens interviennent sur terrain sans que leurs identités soient connues. Il y a trois semaines, l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, avait reproché à Marie Shematsi de n'avoir pas une main mise sur les organisations internationales qui opèrent dans cette province. Les députés estiment que ce sont ces ONG qui imposent leurs projets à la population sans passer par l'autorité compétente pour les orienter dans leurs interventions. (Radio Okapi)

RDC: plus de 250 Congolais vivant avec le VIH sont soignés en Ouganda. Environ 256 personnes vivant avec le VIH (PVV) dans le territoire d'Aru, en Ituri (Province Orientale), sont soignées aux médicaments antirétroviraux dans le district ougandais d'Arua. L'Institut panafricain de santé communautaire (IPSC) a livré cette information, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri, à l'occasion de la journée mondiale contre le Sida, célébrée le 1er décembre de chaque année. Selon cette structure, ces Congolais sont obligés de franchir la frontière pour accéder aux antirétroviraux dans ce district voisin d'Arua en Ouganda. La chargée du programme Sida au sein de l'IPSC, Kavira Sikuli, affirme que le territoire d'Aru a connu à plusieurs reprises des ruptures de stock de médicaments antirétroviraux (ARV). Elle a recommandé au gouvernement congolais de mettre une approche intégrée où la qualité et la quantité des ressources soient affectées dans la lutte contre le Sida pour avoir, dans les jours à venir, un Congo sans VIH. **Prise en charge à Lubumbashi.** Environ 746 personnes vivant avec le VIH sont prises en charge à l'hôpital général de référence de Kisanga, à Lubumbashi (Katanga). Le point focal du VIH/Sida à l'hôpital général de Kisanga, docteur Roger Brahim accueille les personnes vivant avec le VIH. **Plaidoyer des PVV à Kinshasa.** Dans la capitale congolaise, les

personnes vivant avec les VIH plaident pour la création d'un fonds national au profit des organisations engagées dans la lutte contre le Sida pour leur permettre de lutter contre leur précarité économique. Ils ont lancé cet appel, lundi 1er décembre, au cours de la réunion organisée par le Programme national multi-sectoriel de lutte contre le sida (PNMLS). Placée sous le thème: «permettre aux personnes vivant avec le Vih d'accéder au service », cette rencontre a permis aux participants de faire un état de lieux de la maladie à travers le pays. Ils ont révélé que plus de 1% des Congolais sont séropositifs et 63% des malades éligibles n'ont pas accès au traitement alors que les 37% ont accès à un traitement qui n'est pas de qualité. Le représentant des PVV a reconnu les avancées enregistrées mais il indique que la RDC a encore du chemin à parcourir dans la lutte contre le VIH. Il regrette que le sida est encore, pour de nombreuses PVV, un sujet de honte et de discrimination surtout que le coût à l'accès au traitement est encore élevé. De son côté, le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi, a réitéré l'engagement du gouvernement à mobiliser des fonds supplémentaires pour offrir des soins de qualité aux malades du sida éligibles au traitement. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: affrontements entre FARDC et Raïa Mutomboki à Shabunda. De violents affrontements entre des groupes de la milice Raïa Mutomboki et les militaires du 2002e régiment des FARDC sont signalés depuis vendredi 28 novembre dans les villages de Nyalubemba, Busolo ainsi que dans des villages environnants, en territoire de Walungu au Sud-Kivu. La société civile avance un bilan, non encore confirmé par des sources militaires, de 17 miliciens capturés et sept militaires blessés.

Nord-Katanga : le général Kifwa invite les groupes armés à se rendre. A l'occasion de l'installation du nouveau commandant de secteur opérationnel du Nord-Katanga, dimanche 30 novembre à Kalemie, le général Kifwa, commandant de la deuxième zone de défense, a invité tous les groupes armés actifs dans la région à se rendre. Plusieurs milices insécurisent cette partie du Katanga, obligeant de nombreuses familles à se déplacer.

Beni: l'administrateur du territoire note une «accalmie» depuis l'instauration du couvre-feu. Le territoire de Beni, à plus de 350 km de Goma, n'enregistre plus de massacres des civils depuis l'instauration d'un couvre-feu il y a une semaine. L'administrateur de ce territoire du Nord-Kivu, Amisi Kalonda, l'a affirmé lundi 1er décembre, à Radio Okapi.

La CPI confirme la peine de 14 ans de prison de Thomas Lubanga. La Cour pénale internationale a confirmé lundi 1er décembre, lors de son premier jugement en appel, la peine de 14 ans de prison de l'ancien chef de milice congolais Thomas Lubanga, qui avait été reconnu coupable d'avoir enrôlé des enfants soldats. La chambre d'appel a rejeté à la majorité l'appel de Thomas Lubanga, qui demandait que le premier jugement soit annulé au motif que ses droits à un procès équitable n'avaient pas été respectés, a indiqué le juge Erkki Kourula.

Isangi : la fréquentation des hôpitaux a baissé. Le conseil d'administration de l'hôpital général de référence de Basoko ainsi que des responsables des centres de santé de cette cité de la Province Orientale ont annoncé dimanche 30 novembre que la fréquentation des structures sanitaires avait baissé. Selon eux, cette baisse de la fréquentation des structures sanitaires est causée par le fonctionnement « des maisons de traitement illégales ». Des jeunes diplômés en sciences infirmières sans emploi y soignent des malades. Des sources hospitalières indiquent que la fréquentation à l'hôpital général de référence de Basoko est passée d'une moyenne mensuelle de 180 malades à une cinquantaine depuis deux mois. Certains infirmiers affirment que la situation est la même dans les autres centres de santé. D'après le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Basoko, cette situation a des conséquences graves sur la santé de la population et le fonctionnement des structures sanitaires. Certains malades arrivent à l'hôpital dans un état critique après avoir perdu du temps à chercher à se faire soigner ailleurs. Cette baisse de la fréquentation aurait également des conséquences sur les recettes des centres de santé. (Radio Okapi)

Mardi 2 décembre.

Recensement: un moyen pour prolonger le mandat de Kabila, selon Kamerhe. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a déclaré lundi 1er décembre à Kinshasa que la mise en place de l'Office national de l'identification de la population (ONIP) est destinée à retarder la tenue des prochaines élections et prolonger ainsi le mandat de Joseph Kabila qui doit prendre fin en 2016. L'ONIP est chargé d'effectuer le recensement de la population. « Nous disons que le recensement qu'on est en train de vouloir faire c'est pour retarder tout simplement les élections », ajoute-t-il, réclamant un calendrier électoral « clair ». « Nous exigeons un calendrier clair qui définit les étapes essentielles de tel sorte que 90 jours avant le 19 décembre 2016 à minuit, date de la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila, nous organisons les élections présidentielle et législatives nationales », réclame-t-il. (Radio Okapi)

Burundi : début des enquêtes sur le massacre de Gatumba. La justice burundaise a entamé depuis lundi 1er décembre l'enquête dans l'affaire des tueries de plus de 160 Banyamulenge en 2004 à Gatumba, au Burundi. Me Moïse Nyarugabo, sénateur congolais est l'un des avocats des Banyamulenge. Il s'est rendu à Bujumbura pour défendre en justice cette communauté. Devant le magistrat de la cour d'appel de Bujumbura, il s'est dit étonné que les premières enquêtes soient lancées 10 ans après les faits. Mais il se dit tout de même soulagé. Me Moïse Nyarugabo a aussi demandé au Burundi d'arrêter deux anciens chefs rebelles, dont Agathon Rwaso, qui ont revendiqué l'attaque. (Radio Okapi)

Sénat: Maker Mwangi interpellé sur les dysfonctionnements de l'enseignement universitaire. Le ministre intérimaire de l'Enseignement supérieur et universitaire et de la recherche scientifique (ESURS), Maker Mwangi, s'est expliqué lundi 1er décembre au Sénat sur les dysfonctionnements constatés dans ce secteur. Les sénateurs ont déploré le manque d'infrastructures et la création des filières sans expertise. Maker Mwangi a reconnu l'existence de ces maux en RDC, indiquant toutefois que le Gouvernement s'attelaient déjà à les résoudre. La gestion et la viabilité des établissements d'enseignement supérieur posent problème, ont relevé les sénateurs. Ils ont déploré notamment le manque d'infrastructures, de bibliothèque et du personnel enseignant qualifié, la prolifération des établissements supérieurs ainsi que la création des filières sans expertise. Sur la liste des maux qui rongent l'enseignement supérieur en RDC, figurent également la gestion des établissements par des dirigeants nommés à titre intérimaire mais qui exercent, pour certains, depuis de nombreuses années, la vente obligatoire des syllabus, le manque de coopération universitaire internationale... Ce tableau sombre a été présenté lundi par des sénateurs, lors du débat à la suite d'une question orale initiée par le sénateur Emmanuel Kisimba. La RDC ne dispose pas d'une vision globale de gestion de ces établissements. (Radio Okapi)

Kinshasa : des hommes armés font intrusion à l'Institut supérieur pédagogique. Des hommes armés identifiés comme des éléments de la Garde républicaine se sont introduits dans la nuit de lundi à mardi 2 décembre au sein de l'Institut supérieur pédagogique (ISP). Selon les témoignages des étudiants, ils étaient à trois dont deux en uniforme et le dernier en tenue civile. Ils ont tenté de voler mais ont été surpris par la garde universitaire. Dans leur fuite, ils ont tiré sur une sentinelle qui s'en est sorti avec une blessure à l'épaule.

Nord-Kivu : 3 morts dans une nouvelle incursion de présumés ADF à Beni. Trois personnes ont été tuées à la machette et trois autres blessées au cours d'une nouvelle incursion de présumés rebelles ougandais ADF à Beni, dans le Nord-Kivu. Des hommes armés ont fait irruption dans 4 villages de ce territoire au cours de la nuit du lundi 1er au mardi 2 décembre. Le porte-parole des opérations Sokola assure que les FARDC ratissent encore la zone pour retrouver les assaillants.

Sud-Kivu : affrontements entre FARDC et Raïa Mutomboki, 4 morts. Quatre miliciens ont été tués lors des combats qui les ont opposés depuis vendredi 28 novembre avec les Forces armées de la RDC dans la localité de Nyalubemba et d'autres environnantes, à la limite entre les territoires de Kabare, Shabunda et Walungu (Sud-Kivu). Selon des sources militaires, toutes ces localités sont passées sous contrôle des FARDC qui sont en progression vers d'autres contrées. Les militaires congolais ont récupéré, à l'issue de ces affrontements, deux armes AK 47 et beaucoup de munitions, ajoutent les mêmes sources.

Kinshasa : une marche de protestation contre le rapport de HRW sur l'opération Likofi. La Dynamique pour la lutte contre la pensée néocoloniale a organisé une marche mardi 2 décembre à Kinshasa pour protester contre le rapport de Human Right Watch (HRW) publié en novembre dernier et qui accusait la police d'avoir tué 51 personnes lors de l'opération Likofi contre les bandits. Certains manifestants arboraient des T-shirts à l'effigie de certains partis de la majorité comme le CCU de Lambert Mende et le CNC de Pius Muabilu.

Le Dr Muyembe réclame plus de moyens pour l'INRB. En marge du 30e anniversaire de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) célébré ce samedi 8 décembre, le directeur général de cet institut, docteur Muyembe, a réclamé au cours d'une conférence de presse plus de moyens pour assurer le fonctionnement de cette institution. Il a salué le travail réalisé par cet institut depuis sa création. En trente ans, l'INRB est passé du statut de laboratoire d'analyses médicales à celui d'institut de recherche et de laboratoire de santé publique chargé de la surveillance des maladies transmissibles.

RDC: plusieurs autorités échappent à un crash à leur retour du sommet de la Francophonie. Le président de l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères, certains députés nationaux ainsi que d'autres personnalités congolaises ont échappé mardi 2 décembre à un crash. L'avion du gouvernement congolais qui les ramenait de Dakar où ils ont participé au XV^e sommet de la Francophonie a connu un déséquilibre alors qu'il était en plein vol. Un communiqué lu au cours de la plénière de l'Assemblée nationale ce mardi indique que ce déséquilibre a été causé par la « déflagration » d'un hublot. Le pilote aurait alors décidé de ramener l'appareil à Dakar pour éviter une catastrophe.

Ituri: les ONG saluent la confirmation de la peine de Thomas Lubanga. Les ONG de défense des droits de l'homme de l'Ituri saluent la décision de la Cour pénale internationale confirmant la peine de 14 ans de prison pour Thomas Lubanga. La CPI a confirmé lundi 1er décembre la condamnation de l'ancien milicien congolais reconnu coupable d'avoir enrôlé des enfants soldats.

Sida : " la RDC parmi les mauvais élèves". Selon Médecins Sans Frontières, plus de 80 % des personnes atteintes du virus du Sida en RDC n'ont pas accès aux soins dont ils ont besoin. L'ONG estime que le gouvernement et les bailleurs de fond ne tiennent pas leurs engagements. Une situation qui d'après MSF, place la RDC parmi les mauvais élèves de la lutte contre le VIH en Afrique. Si les médicaments antirétroviraux sont en principe gratuits, la réalité est tout autre. Les patients doivent déboursier de l'argent pour leur dépistage et leur traitement. Dans un pays où plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour, souvent les patients sont obligés de faire un choix douloureux : soit payer pour leur traitement soit acheter à manger. (BBC)

RDC: les déclarations d'Hollande font mouche au sein de l'opposition. Les déclarations de François Hollande au sommet de la Francophonie de Dakar sont très commentées à Kinshasa. Le président français a lancé une mise en garde aux pays où « les règles constitutionnelles sont malmenées et où l'alternance est empêchée ». Alors que le débat sur une possible révision constitutionnelle défraie la chronique en RDC, le parti d'opposition Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe s'est félicité hier des propos de François Hollande à Dakar et a agité le spectre d'une réédition des événements du Burkina Faso version congolaise. Le ton est ferme. C'est à la limite un défi lancé au pouvoir. L'UNC appelle le peuple congolais à se lever comme un seul homme à la manière du peuple burkinabè et faire échec à toutes tentatives de révision ou de changement de la Constitution. Le parti de Vital Kamerhe invite ainsi l'opposition, la société civile et l'ensemble du peuple congolais à taire les querelles intestines pour gagner le combat de la démocratie et de l'Etat de droit. (RFI)

Mercredi 3 décembre.

Nord-Kivu: le gouverneur Paluku ferme le camp de déplacés de Kiwanja. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, en mission de travail dans le territoire de Rutshuru mardi 2 décembre, a décidé de fermer le camp de déplacés de Kiwanja. Selon lui, ce camp de déplacés n'a plus de raisons d'être parce que la guerre qui avait conduit ces familles à fuir leurs localités d'origine est finie.

Katanga: pas de vaccin antituberculeux à Kitenge depuis 6 mois. Les enfants nés depuis 6 mois à l'hôpital général de référence et dans d'autres centres médicaux de Kisenge, cité située à près de 500 km de Lubumbashi, n'ont pas reçu le vaccin BCG contre la tuberculose. Le coordonnateur de la société civile de Kisenge, Pacific Nguz, l'a déclaré mardi 2 décembre à Radio Okapi. Selon lui, cette situation s'explique par le manque des diluants qui devraient accompagner le vaccin. Les autorités sanitaires locales reconnaissent les faits, promettant de faire parvenir incessamment les diluants à Kisenge.

RDC: trois morts à Dungu après l'accident d'un véhicule de la Monusco. Le bilan de la manifestation populaire de mardi 2 décembre dans la soirée à Dungu (Province Orientale) est revu à la hausse: deux habitants, dont un élève, sont morts après avoir reçu des balles perdues, selon la société civile locale. Ils ont été tués au moment où les FARDC faisaient des tirs de sommations pour disperser les manifestants qui protestaient contre la mort d'un taximen percuté par un véhicule de la Monusco. La société civile et les autorités locales appellent la population au calme pour éviter tout débordement.

Kinshasa: le CICR lance un appel des fonds. Dans un communiqué de presse rendu public ce 1er décembre à Kinshasa, le Comité international de la Croix rouge (CICR) lance un appel de fonds à ses donateurs en vue de finaliser son budget pour l'année 2015. Ce budget qui s'élève à 1,68 milliards de dollars américain, connaît une augmentation de 25 % par rapport à l'année passée. Pour le CICR, la RDC reste parmi ses priorités en terme d'opérations avec près de 65 millions de dollars américains.

RDC : près de 600 ex-combattants et dépendants FDLR sont arrivés à Kisangani. Le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU chargé des opérations dans l'Est de la RDC, Abdallah Wafy, a affirmé mercredi 3 décembre que les camps de transit des ex-FDLR de Kanyabayonga (Nord-Kivu) et Walungu (Sud-Kivu) n'abritent plus d'ex-combattants. Ceux qui y étaient été regroupés ainsi que leurs dépendants ont été transférés à Kisangani. Au total, ce sont près de six cents ex-combattants et dépendants FDLR qui ont quitté Kanyabayonga et Walungu pour le chef-lieu de la Province Orientale.

Beni: Martin Kobler et Tim Morris évaluent la situation sécuritaire. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, l'ambassadeur de la Grande Bretagne en RDC, Tim Morris, ainsi que des diplomates français et américains se sont rendus mercredi 3 décembre dans la ville de Beni. Ils ont rencontré les autorités politiques

et militaires de ce territoire du Nord-Kivu ainsi que les membres de la société civile. Objectif de leur visite: évaluer la situation sécuritaire.

Goma: plaidoyer pour un règlement des contentieux environnementaux entre la RDC et l'Ouganda.

Le Réseau parlementaire de protection et de gestion des ressources naturelles dans les zones transfrontalières de la sous-région des Grands Lacs devrait s'atteler à régler les contentieux environnementaux entre la RDC et l'Ouganda. C'est ce qu'a déclaré mardi 2 décembre le président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, Jules Hakizimwami; deux jours après la clôture à Goma de la 2ème conférence sous-régionale sur le rôle des parlementaires dans la protection des zones naturelles transfrontalières. Selon lui, il y a de plus en plus d'incursions des Ougandais dans certaines zones protégées de la RDC. Jules Hakizimwami s'est félicité de la mise en place de ce réseau parlementaire. Il a surtout demandé que ce réseau nouvellement installé et dont le rôle est de lutter contre le trafic illicite des ressources dans cette région, puisse aussi s'atteler à gérer les contentieux entre la RDC et l'Ouganda. Jules Hakizimwami dénonce les violations récurrentes du territoire national de la RDC : «Nous avons évoqué la plantation d'un drapeau sur le pic du mont Rwenzori par l'Ouganda, le détournement des rivières Ishasha et Lubiriya pour pouvoir récupérer une portion de terre à la République démocratique du Congo. Il en est de même pour la réserve de Sarambwe, où les Ougandais se sont mis à cultiver 4 000 hectares en territoire congolais pour tenter de s'approprier les gorilles de montagne de Sarambwe ». Cette conférence visait aussi à renforcer la coopération transfrontalière en matière environnementale pour l'intérêt des populations des pays concernés. Les députés et sénateurs venus de l'Ouganda, de la République centrafricaine, du Soudan du Sud, du Congo-Brazzaville et de la RDC ont pris part à ces assises. (Radio Okapi)

Jeudi 4 décembre.

15 ans de la Monusco : «Beaucoup de choses ont été accomplies», affirme Abdallah Wafy. Le 30 novembre, la Mission des Nations unies a totalisé 15 ans de présence en RDC. Le Représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies, Abdallah Wafy, affirme que « beaucoup de choses ont été accomplies » pendant cette période grâce aux efforts des Congolais et de la Monusco. Mais il laisse le soin aux Congolais eux-mêmes de juger si le bilan de la mission onusienne est positif ou négatif.

Enfants soldats et violences sexuelles : Lucas Sylvie reconnaît des améliorations. La présidente du groupe de travail du Conseil de sécurité de l'ONU sur les enfants et les conflits armés, Lucas Sylvie, a reconnu mercredi 3 décembre des améliorations dans la lutte contre les violences sexuelles sur les enfants et leur utilisation dans les groupes armés en RDC. Elle l'a affirmé au terme d'une visite dans le Nord-Kivu, visant à faire le suivi des recommandations du groupe de travail du Conseil de sécurité formulées au gouvernement congolais, aux parties prenantes et au Système des Nations-unies en vue de mettre fin à ces phénomènes.

Fermeture de médias : Franck Diongo veut interpeller Lambert Mende à l'Assemblée nationale. Le député national Franck Diongo a déposé mercredi 3 décembre au bureau de l'Assemblée nationale un projet de question orale avec débat à l'endroit du ministre des médias. L' élu de la Lukunga reproche à Lambert Mende d'avoir irrégulièrement et arbitrairement interdit de diffusion certains organes de presse, dont la radiotélévision Lubumbashi Jua. Pour Franck Diongo, le pouvoir de régulation des médias revient au Conseil supérieur de l'audiovisuel et non au ministère des Médias.

Développement: l'Union européenne octroie 620 millions d'euros à la RDC. L'Union européenne va financer les projets de développement en RDC d'ici 2020 à hauteur de 620 millions d'Euros. L'ambassadeur de l'UE, Jean-Michel Dumond l'a communiqué mercredi 3 décembre à Kinshasa au cours d'une conférence de presse. Ce montant fait partie du onzième Fonds Européens de Développement pour l'Afrique signé avec le premier ministre Matata Ponyo lors de sa récente visite à Bruxelles.

Nord-Kivu : Martin Kobler annonce l'entrée en service des drones à Beni. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, a annoncé mercredi 3 décembre l'entrée en action des drones de la Monusco à Beni au Nord-Kivu. Il souhaite aussi une collaboration étroite entre les Forces armées de la RDC et les Casques bleus pour mettre fin à l'activisme des rebelles ougandais des ADF à Beni au Nord-Kivu.

Bukavu: les agences de fret aérien entrent en grève. Une dizaine d'agences de fret aérien ont déclenché un mouvement de grève depuis le mercredi 3 décembre à Bukavu. Les responsables de ces agences protestent contre la perception par la Direction provinciale de mobilisation et de l'encadrement des recettes (DPMR) d'une taxe qui, selon eux, avait été supprimée par le ministère national de Transport.

Corruption : la RDC classée 154e sur 174 pays par Transparency International. La RDC occupe la 154e place sur 174 pays sur le classement de Transparency International sur la corruption publié mercredi 3

décembre. Le pays occupait la même position l'année passée. Le Soudan, la Corée du Nord et la Somalie occupent les dernières places alors que le Danemark, la Nouvelle-Zélande et la Finlande occupent le haut de ce classement 2014.

Vendredi 5 décembre.

RDC : le gouvernement annonce une politique nationale du volontariat. A l'occasion de la journée internationale des Volontaires célébrée le 5 décembre de chaque année, le ministre congolais du Plan, Célestin Vunabandi, a annoncé qu'un document de politique nationale du volontariat pour la RDC est déjà prêt. Il a promis qu'il sera bientôt présenté. Pour le ministre du Plan, cet ouvrage élaboré avec l'appui du PNUD sera le document de référence pour les volontaires nationaux et internationaux œuvrant en RDC. Célestin Vunabandi affirme que le volontariat est parmi les voies qui contribuent à l'édification d'un Congo meilleur. Il appelle les jeunes à s'impliquer volontairement à la réalisation des projets d'intérêt communautaire. A l'occasion de la célébration de cette journée internationale des Volontaires, plusieurs manifestations sont prévues à Kinshasa et dans d'autres villes du pays. « **Des bénévoles font renaître l'espoir** » Dans son message publié à l'occasion de cette journée, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a salué le travail des Volontaires. Alors que l'épidémie d'Ebola fait des milliers de morts en Afrique de l'Ouest, Ban Ki-moon rend hommage aux Volontaires qui contribuent pour faire face à cette maladie. Les Nations unies disposent d'un programme des Volontaires (VNU) qui promeut le volontariat afin de soutenir la paix et le développement dans le monde. Chaque année, près de 8 000 femmes et hommes de 160 nationalités servent comme volontaires dans 130 pays. (Radio Okapi)

Isangi: les autorités appelées à protéger les zones forestières. Le Conseil agricole rural de gestion (CARG) a lancé jeudi 4 décembre un appel aux autorités du territoire d'Isangi pour protéger les zones forestières et les arbres situés sur les rivages du fleuve Congo et les rivières. L'abattage des arbres et la déforestation entraînent les avancées rapides des érosions dans ce territoire situé à 125 Km à l'ouest de Kisangani (Province Orientale). Une dizaine de villages sont menacés de disparition suite aux érosions, selon la même source. Plus de trois mille habitants des villages riverains sont victimes des avancées des érosions dans le territoire d'Isangi. Selon le secrétaire exécutif du CARG Isangi, ces érosions avancent rapidement suite à l'abattage des arbres, l'élimination des forêts ou l'absence d'une végétation sur le rivage. Autre conséquence, ce sont les vents violents qui soufflent sur les villages. Au cours de l'année 2014, les écoles et même les centres de santé ont été détruits par les vents. Cette situation a été vécue notamment dans la localité d'Imbolo à 25 km au sud de la cité d'Isangi. Pour résoudre cette situation, les autorités et le CARG mènent des études avec le projet REDD/ Isangi. Elles visent à replanter les arbres le long du fleuve et des rivières. Le processus prévoit également de récupérer près de 20 m des rivages déjà emportés par les érosions. (Radio Okapi)

L'Ouganda veut accorder un statut de réfugié politique aux ex-M23. Le président ougandais, Yoweri Museveni, a annoncé qu'il accorderait le statut de réfugiés politiques à tous les ex-rebelles M23 qui se trouvent sur son territoire. Cette décision entrerait en application à partir du 12 décembre prochain, date marquant l'an 1 de la signature des déclarations de Nairobi. Le président ougandais l'a signifié au secrétaire exécutif de la Conférence internationale pour la région des grands lacs (CIRGL), Alphonse Ntumba Luaba.

Beni : après les massacres, Martin Kobler invite la Monusco et les FARDC « à réagir vite ». Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, a visité vendredi 5 décembre les sites d'assassinat des civiles à Eringeti, une localité située à plus ou moins 60 km au Nord-Est de Beni-Ville (Nord-Kivu). Il a condamné ces attaques et a invité les Forces armées de la RDC et la Mission onusienne « à réagir vite car ce qui se passe est inacceptable ». Lors de la première étape de sa visite, le chef de la Monusco s'est rendu au quartier Mapiki d'Eringeti. Il ya quelques jours les civils ont été massacrés par des présumés rebelles ougandais de l'ADF. Ce quartier est vidé de ses habitants qui se sont réfugiés dans des villages voisins. Martin Kobler s'est ensuite rendu au centre de santé d'Eringeti où sont soignés les rescapés des attaques des présumés ADF. De son côté, l'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, appelle la population à la collaboration. Il estime qu'avec la détermination des FARDC et de la Monusco « l'ennemi sera anéanti ». Les rebelles de l'ADF auraient tué, jeudi 20 novembre, une cinquantaine de personnes à l'arme blanche dans les villages de Tepoimba et Vemba, à 10 km de Mavivi, en groupement de Batangi-Mbau, selon un premier bilan établi par des sources locales. (Radio Okapi)

Kinshasa : le général Kanyama met en garde les Eglises de réveil contre les pollutions sonores. Le commissaire provincial de la police de Kinshasa, le général Célestin Kanyama, a mis en garde les Eglises de réveil contre les pollutions nocturnes. Au cours d'une rencontre avec une trentaine des responsables de ces assemblées, il dit prévenir des dérapages observés pendant les festivités de fin d'années.

Province Orientale : reprise des activités à Dungu après deux jours de « cité morte ». Les activités ont normalement repris depuis jeudi 4 décembre à Dungu-centre, chef-lieu de ce district de la Province

Orientale, après deux jours d'une « cité morte ». La population manifestait contre la mort d'un taximen cogné par un véhicule de la Monusco.

Kinshasa: exposition des photos d'enfants soldats. L'ambassade du Canada en RDC, le ministère de la Défense nationale et la Monusco ont organisé jeudi 4 décembre à Kinshasa une exposition des photos d'enfants soldats, en vue de rappeler aux visiteurs que la guerre viole tous les droits de l'enfant. Sept mille enfants supplémentaires ont été sortis de groupes armés ces deux dernières années, selon la représentante spéciale du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants soldats, Jeannine Mabunda. De 2000 à 2013, 46 087 enfants associés aux forces et groupes armés ont été démobilisés.

Samedi 6 décembre.

Bilan controversé des 15 ans de la Monusco en RDC. Après 15 ans de présence sur le sol congolais, le bilan de la Mission onusienne reste mitigé. Au cours d'une matinée de réflexion organisée vendredi 5 décembre à Kinshasa sur le bilan et les perspectives de cette organisation, des participants ont regretté que des résolutions votées par le conseil de sécurité de l'Onu ne soient pas respectées. D'autres par contre louent les efforts fournis par la Monusco. Sept orateurs ont présenté des analyses sur la Monusco au cours de ces assises. Alex Essome, chargé de la communication sociale à la Division de l'Information publique de la Monusco, a souligné l'apport de la mission dans la résolution des conflits en RDC. «Sur les 15 ans, la Monusco a eu un long cheminement. Nous avons facilité les différents accords : Gaberone, Lusaka, Sun-City, Pretoria ou encore Addis-Abeba. Nous avons accompagné tout le processus électoral : référendum, l'octroi des cartes d'identité, l'enrôlement, les élections de 2006 et la proclamation des résultats», a-t-il affirmé. Selon certains invités, les efforts de la Monusco se sont aussi fait sentir dans le domaine des droits humains. Pour sa part, Vital Kamerhe, président de l'UNC, a relevé les faiblesses de la mission de l'ONU en RDC. «C'est l'insuffisance des mandats qui constituent la plus belle faiblesse mais aussi l'absence de collaboration que la Monusco était sensée avoir avec le gouvernement», a-t-il indiqué. (Radio Okapi)

Ituri : le processus d'intégration des miliciens de FRPI dans l'armée piétine. En Ituri, le chef de la collectivité de Walendu Bindi fustige la réticence des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), regroupés depuis un mois à Aveba, à intégrer les Forces armées de la RDC (FARDC). Dans un point de presse tenu jeudi 4 décembre à Bunia, cette autorité locale recommande à l'armée en Ituri à autoriser au chef de cette milice, Justin Banaloki Cobra, de se rendre à Aveba pour sensibiliser ses hommes à intégrer l'armée.

RDC : le mécanisme national de suivi s'inquiète pour le budget de l'opération DDR. L'Assemblée nationale a minoré de moitié la proposition du gouvernement pour le budget de l'opération de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) des anciens combattants. Le mécanisme national de suivi craint que les calculs fait avec les partenaires soient perturbés en 2015. Il demande au Parlement de réajuster ce montant. Pour le processus DDR, le gouvernement congolais avait proposé 10 milliards de francs congolais, soit un près de 11 millions de dollars américains pour 2015. Mais l'Assemblée Nationale n'a retenu pour cette ligne budgétaire que 5 milliards de FC. Selon le coordonateur du Mécanisme national de suivi, François Muamba, le montant proposé par le gouvernement correspond à la part que la RDC s'est engagé à donner, vis-à-vis de ses partenaires. François Muamba dit être en contact avec le bureau du sénat pour tenter de régler cette situation. «En ce qui concerne le financement du DDR, il doit demeurer tel que nous l'avons annoncé parce que nous ne sommes pas seul à financer les 85 millions. Les autres savent que l'engagement de la République, c'est 10 millions par an. Donc, il ne faut pas que ça soit moins», a-t-il insisté. Pour François Muamba, si le processus DDR n'est pas bien financé, il ne se déroulera pas correctement et cela risque de donner un prétexte aux groupes armés, aux ex-M23 et au pays voisins qui les hébergent à crier à la mauvaise fois du gouvernement congolais et donc à boycotter le DDR. (Radio Okapi)

Ituri : le chef de la cité de Bunia dénonce l'existence d'un réseau de ravisseurs. Le chef de la cité de Bunia, Fimbo Lebiliye, a rapporté samedi 6 décembre l'existence d'un réseau de ravisseurs dans cette cité de l'Ituri, en Province Orientale. Selon lui, ce groupe de bandits cherchent à se faire de l'argent en organisant des enlèvements. Au moins trois personnes ont été enlevées à Bunia depuis environ un mois. Le dernier cas est celui d'un élève finaliste kidnappé dimanche dernier puis libérée 48 heures plus tard après le paiement de 1 000 dollars américains de rançon. Fimbo Lebiliye appelle la population à la vigilance. Il assure par ailleurs que les services de sécurité sont à pied d'œuvre pour démanteler ce réseau.

Dungu: le bétail des Mbororo dévaste des champs, déplore l'administrateur du territoire. L'administrateur du territoire de Dungu (Province Orientale), Edmond Lokakao, déplore la dévastation des champs des autochtones par le bétail des éleveurs Mbororo dans son entité. Il s'en est plaint jeudi 4 décembre à la délégation de la Monusco et de l'armée venue de Bunia.

Katanga: le général Kifwa appelle le chef milicien Gédéon à se rendre. Le général Kifwa, commandant de la deuxième zone de défense regroupant les provinces du Katanga et les deux Kasai, appelle le chef milicien Kyungu Mutanga surnommé Gédéon à se rendre et à déposer les armes auprès de la Monusco ou des autorités du pays. Il a lancé cet appel vendredi 5 décembre à Lubumbashi au cours d'un point de presse.

Katanga: tension à Kanuka après la mort d'un jeune homme. Les habitants de Kanuka dans le territoire de Malemba Nkulu se sont soulevés samedi 6 décembre dans la matinée après la mort d'un jeune homme d'une vingtaine d'années qui a succombé après avoir reçu deux balles d'un policier. Ils ont incendié les bureaux de la police et de l'Agence nationale de renseignements (ANR). Des témoins rapportent que les habitants se sont révoltés après avoir appris la mort de ce jeune homme. Les circonstances de sa mort ne sont pas encore clairement connues. En colère, les habitants s'en sont pris aux policiers. Ils ont saccagé le cachot de la police, permettant à des dizaines de détenus de s'échapper. Le policier incriminé ainsi que son supérieur hiérarchique ont été conduits à Malemba Nkulu pour répondre de leurs actes, a précisé l'administrateur du territoire.

Kisangani: les accidents de circulation font 5 morts en 2 semaines. Une dizaine d'accidents de circulation ont été enregistrés ces deux dernières semaines à Kisangani (Province Orientale). Cinq personnes sont mortes. La Police de circulation routière (PCR) qui livre ces chiffres évoque l'excès de vitesse parmi les causes de ces accidents.

Dimanche 7 décembre.

RDC: nouveau massacre à Beni. Un nouveau massacre des civils a été perpétré par des hommes armés dans la nuit de samedi à dimanche 7 décembre à Manzanabala, Ahili et Mulobya dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). La société civile locale, qui livre cette information, avance un bilan provisoire des trente-deux morts dans ces villages situés à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Beni Ville. De leur côté, des sources officielles parlent d'une dizaine des morts.

Sud-Kivu: reddition d'une faction de Raïa Mutomboki. La reddition des combattants Raïa Mutomboki du groupe Kikuni est effective. Juriste Kikuni l'a confirmé samedi 6 décembre dans la soirée lors d'un entretien avec le gouverneur du Sud-Kivu, Marcelin Cishambo, en présence des représentants de la Monusco. A la tête de plus de deux mille hommes, ce chef milicien dit avoir accepté de déposer les armes et se joindre au processus de la paix.

Kasai-Oriental: 12 personnes happées par des crocodiles à Katanda. Douze personnes ont été happées par des crocodiles et des hippopotames pour le seul mois de novembre dernier le long de la rivière Tshilemba à Katanda, a indiqué samedi 6 décembre l'administrateur de ce territoire du Kasai-Oriental, Crispin Mbiya. Il s'est dit inquiet de la présence de ces animaux dans cette rivière où les populations de plusieurs localités s'approvisionnent en eau. L'administrateur demande au gouverneur de province d'autoriser le refoulement de ces bêtes.

Kinshasa: clôture du congrès de l'INRB. Le congrès sur les pathologies émergentes et réémergentes d'origine infectieuse et non infectieuse a fermé ses portes samedi 6 décembre à Kinshasa. Ces assises des trois jours ont réuni les chercheurs du monde médical sur les questions de santé publique. A l'ouverture de ces travaux, le ministre de la Santé, Félix Kabange, avait souligné que la situation sanitaire de la RDC était préoccupante car faisant face à la pandémie du VIH/Sida, à la tuberculose, à la trypanosomiase et la surveillance de la polio. Ce congrès s'inscrivait dans le cadre de la célébration de 30 ans d'existence de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB). Fruit de la coopération franco-zairoise, l'INRB avait été inauguré le 8 décembre 1984.

Lundi 8 décembre.

RDC : Joseph Kabila nomme le gouvernement de « cohésion nationale ». Le chef de l'Etat Joseph Kabila a nommé dimanche 7 décembre le gouvernement dit de cohésion nationale. L'annonce a été faite sur les antennes de la télévision publique. Matata Ponyo est maintenu Premier ministre. L'équipe comprend également des opposants. Ce gouvernement de cohésion nationale était attendu depuis plus d'une année. Joseph Kabila l'avait annoncé en octobre 2013 à la clôture des concertations nationales. Le nouveau gouvernement comprend trois vice-Premiers ministres. Parmi eux, l'opposant Thomas Luhaka, secrétaire général du MLC de Jean-Pierre Bemba, qui devient vice-Premier ministre et ministre des Postes et télécommunications. Evariste Boshab, secrétaire général du PPRD, le parti présidentiel, est lui aussi nommé vice-Premier ministre. Il sera en charge de l'Intérieur. Le troisième vice-Premier, Willy Makiashi, sera en charge de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale. Dans la nouvelle équipe Matata figure également deux ministres d'Etat : Michel Bongongo en charge du Budget et Salomon Banamuhere chargé de la Décentralisation et des Affaires coutumières. Dix ministres de l'ancien gouvernement sont maintenus à leur

poste. Parmi eux, Lambert Mende qui garde la tête du ministère de la Communication et des Médias. Raymond Tshibanda reste ministre des Affaires étrangères. Comme Félix Kabange Numbi qui reste à la Santé. D'autres ministres changent de portefeuille. Tryphon Kin-kiey Mulumba quitte les Postes et télécommunications pour les Relations avec le Parlement. Ministre de l'Emploi dans le précédent gouvernement, Modeste Bahati est nommé à l'Economie. Parmi les nouvelles têtes de cette équipe, on compte notamment Aimé Ngoy Mukena à la Défense nationale, Alexis Thambwe Mwamba à la Justice, Olivier Kamitatu au Plan, Théophile Mbemba Fundu à l'Enseignement supérieur, Omer Egbwake à l'Aménagement du Territoire. (Radio Okapi)

Beni: Martin Kobler demande des actions conjointes pour «éliminer les terroristes». Le chef de la Monusco, Martin Kobler, condamne le nouveau massacre contre des civils dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) et demande des actions immédiates conjointes entre la mission onusienne et les Forces armées de la RDC «pour éliminer les terroristes». Dans un communiqué publié dimanche 7 décembre, il se dit «profondément choqué» par ce massacre, qui a fait la veille une trentaine de morts selon la société civile et une dizaine d'après les sources officielles.

Assemblée nationale: Delly Sessanga suspend l'examen de sa proposition de loi électorale. Le député national Delly Sessanga a annoncé la suspension de sa proposition de loi portant modification de la loi électorale en République démocratique du Congo (RDC). Lors d'une conférence de presse organisée dimanche 7 décembre, il a expliqué que le contexte politique actuel ne permet plus l'examen de cette proposition de loi. Le contexte politique actuel exige des clarifications qui émaneraient d'un débat politique inclusif autour du bureau de l'Assemblée nationale, a estimé le président d'Envol, Delly Sessanga. Il a fait savoir que sa proposition de loi présentée en 2012 visait à « renforcer le mécanisme de transparence » du processus électoral. Le gouvernement avait également déposé à l'Assemblée un projet de loi électorale plusieurs mois après la proposition du député. Delly Sessanga a regretté que son texte soit soumis à examen à l'approche de la clôture de la session parlementaire. A l'en croire, sa proposition de loi devrait être présentée à la conférence des présidents pour une discussion. (Radio Okapi)

Ituri : les exactions des miliciens de la FRPI continuent malgré la reddition de Cobra Matata. Les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Justin Banaloki dit Cobra Matata ont emporté plus de cent vaches le vendredi dernier à Burasi, dans le territoire d'Irumu. Cette information, livrée à Radio Okapi dimanche 7 décembre par le chef de secteur de Bahema Sud, a été confirmée par la société civile de l'Ituri. Les éleveurs déplorent la résurgence d'exactions de ces miliciens, alors que leur chef s'est déjà rendu aux Forces armées de la RDC. Ces vaches ont été emportées par une vingtaine de miliciens lourdement armés alors que les bêtes étaient dans les pâturages à Burasi. Selon le chef du secteur de Bahema-Sud, Gaston Andisoma, ces miliciens de FRPI ont d'abord menacé de mort les trois bouviers qui faisaient la garde de ces bêtes avant d'emporter les vaches. (Radio Okapi)

RDC : les membres du MLC au nouveau gouvernement exclus du parti. Des cadres du MLC de Jean-Pierre Bemba ont signé lundi 8 décembre une déclaration révoquant de ce parti leurs trois camarades nommés ministres au sein du gouvernement de cohésion nationale. Ce sont Thomas Luhaka, secrétaire général du MLC, Germain Kambinga et Omer Egbwake, deux autres cadres de ce parti. Les concernés n'ont pas réagi à cette mesure. D'autres cadres du MLC en appellent cependant à l'arbitrage de Jean-Pierre Bemba.

Gouvernement de cohésion nationale : qui sont les trois vices Premiers ministres ? Le chef de l'Etat Joseph Kabila a nommé trois vices premiers ministres dans le gouvernement de cohésion nationale publié dimanche 7 décembre. Ce sont Evariste Boshab, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la sécurité, Thomas Luhaka Losendjola, vice-premier ministre et ministre des Postes, téléphones et Nouvelles technologies de l'Information et de la communication, et Willy Makiashi, vice-premier et ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale. Radio Okapi vous propose les portraits de ces personnalités. **Willy Makiashi**, sans doute le moins connu, est docteur en droit de l'Université de Kinshasa, et auteur d'une thèse intitulée "L'Etat africain, de la crise à la refondation. Cas de la RDC". Le nouveau vice-premier ministre est député national élu de Gungu, dans la province du Bandundu, cadre du Parti lumumbiste unifié (Palu) d'Antoine Gizenga et le grand artisan des activités, encore en cours, du jubilé d'or de ce parti, dont il était jusqu'ici secrétaire permanent et porte-parole. **Thomas Luhaka**, vice-premier ministre en charge des technologies de l'information et de la communication est un habitué de la scène politique congolaise. Il était jusqu'ici secrétaire général du MLC, parti de Jean-Pierre Bemba. Grand habitué des médias, il produit lui-même une émission de radio très suivie dénommée «Je connais le Congo». Double licencié en sciences politiques et en droit, il a aussi un diplôme d'études approfondies en droit de l'université du Panthéon, à Paris. Ancien député national, Thomas Luhaka Losenjola a également présidé l'Assemblée nationale congolaise entre mars 2006 et janvier 2007. Enfin, **Evariste Boshab**, autre rouleau compresseur de la scène politique en RDC, a aussi dirigé l'Assemblée nationale de 2009 à 2011. Il est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Kinshasa et ancien directeur de cabinet du président Joseph Kabila avant les

élections de 2006. Il occupait jusque là le poste de secrétaire général du principal parti de la Majorité présidentielle, le PPRD. (Radio Okapi)

Nouveau massacre à Beni : 13 morts et 7 blessés. Treize personnes ont été tuées et sept autres blessées à l'arme blanche la nuit du dimanche 7 à lundi 8 décembre dans les villages Mulolya et Malibo, en secteur de Beni Mbau, à environ 16km du chef-lieu du territoire de Beni. Ce nouveau massacre intervient au lendemain de celle qui a coûté la vie à au moins 36 personnes dans la nuit de samedi à dimanche. La société civile a décrété deux journées villes mortes pour protester contre ces massacres attribuées à de présumés rebelles ougandais des ADF.

Mardi 9 décembre.

Assemblée nationale: l'opposition promet de boycotter le vote des lois relatives aux élections. L'opposition annonce qu'elle ne participera pas à tout débat au Parlement qui aurait pour objet le vote des initiatives de loi relatives aux élections. Dans une déclaration rendue publique lundi 8 décembre au Palais du peuple, les groupes parlementaires UNC, UDPS, MLC et leurs alliés ont dénoncé les « tentatives du pouvoir en place de retarder les prochaines élections ». Ces opposants désapprouvent également la subordination des échéances électorales à l'organisation d'un recensement.

Equateur: 36 détenus s'évadent de la prison de Lisala. Trente-six détenus se sont évadés dans la nuit de samedi au dimanche 7 décembre de la prison de Lisala (Equateur). Un activiste des droits de l'homme sur place rapporte que pendant la pluie, les évadés ont creusé, avec leurs ongles.

Gouvernement Matata II: la classe politique partagée entre satisfaction et scepticisme. Le gouvernement Matata II suscite de nombreuses réactions dans les milieux politiques depuis sa publication le dimanche 7 décembre. Joseph Olengankoy (opposition) et Henri Thomas Lokondo (majorité) estiment que cette nouvelle équipe ne traduit pas la cohésion nationale tel que promis par le président de la République à la clôture des Concertations nationales en octobre 2013. Un autre cadre de la majorité, Didier Molisho, estime, pour sa part, que les critères d'un gouvernement de cohésion nationale sont bel et bien réunis. Tout en refusant de se prononcer sur le bien-fondé de la nomination de ce nouveau gouvernement, Joseph Olengankoy, président des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (Fonus) et de la plate-forme politique «Debout Congolais », dit attendre de voir l'équipe en œuvre avant de se prononcer. Pour sa part, le député Henri Thomas Lokondo, président de l'Union congolaise pour la liberté (UCL), affirme que cette nouvelle équipe gouvernementale ne répond pas à l'esprit des recommandations issues des Concertations nationales contenues dans le discours du chef de l'Etat du samedi 5 octobre 2013. Le gouvernement Matata II, selon lui, bien qu'il soit venu mettre fin au régime des affaires courantes, comporte néanmoins des faiblesses. Henri Thomas Lokondo va jusqu'à penser qu'il s'agit là d'un gouvernement intérimaire, appelé à être remplacé par un autre. (Radio Okapi)

L'Opposition républicaine de Kengo Wa Dondo appelle au respect de la constitution. L'Opposition républicaine a fait sa sortie officielle mardi 9 décembre à Kinshasa, deux jours après la publication du gouvernement de cohésion nationale. Sous l'autorité morale de Léon Kengo Wa Dondo, président du Sénat, cette plate-forme politique a passé en revue les résolutions issues des concertations nationales, et donné sa position notamment sur la révision constitutionnelle, le processus électoral, l'Office national d'identification de la population (Onip) et sur la situation sécuritaire à Beni. S'agissant des résolutions issues des concertations nationales, l'Opposition républicaine salue la formation, bien que tardive, du gouvernement de cohésion nationale. Mieux vaut tard que jamais, a estimé Florentin Mokonda Bonza, modérateur de cette structure, selon qui ce gouvernement arrive après près de 14 mois d'attente. L'Opposition républicaine a en outre appelé au strict respect de la constitution, particulièrement dans ses dispositions voulues intangibles par le souverain primaire contenues dans l'article 220. Quant au processus électoral, l'Opposition républicaine soutient le principe de la publication d'un calendrier consensuel et global afin de prévenir tout dérapage futur. Cette plate-forme a aussi critiqué la composition «monocolore», selon elle, de l'Onip, récemment instituée par le président de la République. «Afin de garantir la transparence des opérations, la vérité et la crédibilité des résultats, l'Opposition républicaine exige la révision de sa composition afin d'intégrer rapidement l'opposition et la société civile», a affirmé Mokonda Bonza. Enfin, s'agissant de l'insécurité à Beni, l'Opposition républicaine exhorte le gouvernement à «accélérer et faire du processus de réforme des Forces armées de la RDC, de la police et des services de sécurité l'une des grandes priorités nationales pour les 5 prochaines années». Elle l'appelle aussi à «entreprendre des actions de grande envergure à la fois politiques, diplomatiques et militaires pour l'éradication, avant la fin du mandat de la brigade spéciale d'intervention, de tous les groupes armés étrangers et le rapatriement de leurs combattants et/ou membres, notamment les FDLR, les ADF/Nalu, les LRA, les FNL, les Mbororo ». Il s'agit là des recommandations 2 et 10 du groupe thématique 3 des concertations nationales qui, selon ces opposants, valent leur pesant d'or. (Radio Okapi)

Uvira : le commandant de la brigade de la Monusco appelle les combattants à déposer les armes. Le nouveau commandant de la brigade de la Monusco au Sud-Kivu, le général Ayyaz Masood, était en mission d'inspection des troupes lundi 8 décembre à Uvira. Avec le chef du sous bureau de la Monusco dans cette cité, ils ont évoqué la mission des casques bleus pakistanais dans la sécurisation et la protection des civils aux côtés des FARDC et de la police dans les territoires d'Uvira et de Fizi. Reconnaisant sa lourde responsabilité face à l'activisme des groupes armés locaux et étrangers dans cette région, le général Ayyaz Masood les a invités à déposer les armes.

Bandundu: l'ISEA plante 5 000 plantules d'acacias à Kenge. L'Institut supérieur d'études agronomiques (ISEA) a planté cinq milles plantules d'acacias dimanche 7 décembre à Kenge, à l'occasion de la Journée internationale de l'arbre. Selon René Tsudi, ingénieur agronome de cet institut, cette opération vise à lutter contre la "désertification" dans cette cité située à 275 Km à l'est de Kinshasa. A l'occasion de la mise en terre de ces plantules, René Tsudi a rappelé l'importance de l'arbre dans l'environnement : «Sur cette terre, la vie n'est pas possible sans l'arbre. Les forêts constituent le poumon de la terre. L'arbre, par le processus de la photosynthèse puise dans l'atmosphère le dioxyde de carbone, qui n'est pas bon pour la santé de l'homme.» Pour vivre, a-t-il poursuivi, «nous avons besoins de l'oxygène, qui est produit par les plantes. Et qui dit 'plantes', par extension, parle de la forêt. On ne peut pas vivre sans forêt.» Le territoire de Kenge a perdu une partie de sa forêt, s'était alarmé le président de l'antenne locale de l'Association pour le développement du Bandundu (ADD. Il avait, par ailleurs, appelé la population locale à planter de nouveaux arbres en faisant de l'agriculture en même temps, soulignant que l'agroforesterie joue un rôle important dans l'environnement. «Ce système permet à l'agriculteur de moins travailler, mais d'avoir un rendement important», avait-t-il expliqué. (Radio Okapi)

Kinshasa: projection en avant-première du documentaire «Docteur Courage ». «Docteur Courage » est le titre du documentaire réalisé par José-Adolphe Voto, journaliste et enseignant à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic), sur la lutte contre les violences sexuelles en RDC. Il a été projeté en avant-première à Kinshasa le 26 novembre 2014. Ce film de 25 minutes décrit le parcours du docteur Denis Mukwege, gynécologue congolais réputé pour ses soins aux femmes victimes des violences sexuelles.

Mercredi 10 décembre.

Droits de l'homme en RDC: beaucoup d'efforts ont été fournis, selon le BCNUDH. A l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme ce mercredi 10 décembre, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) estime que beaucoup d'efforts ont été fournis pour l'amélioration des droits de l'homme en RDC depuis début 2014. Abdoul Aziz Thioye, directeur ad intérim du BCNUDH, estime que tout n'a pas été négatif, même si certains rapports de son bureau ont fâché le gouvernement, notamment celui sur l'opération «Likofi» menée par la police contre le banditisme urbain. « Depuis le début de l'année, on a assisté à une baisse [des violations des droits de l'homme, ndlr]. La courbe est carrément descendante pour ce qui est des FARDC et de la PNC en terme de violation des droits de l'homme», affirme-t-il. Abdoul Aziz Thioye indique donc que, de façon globale, il y a une amélioration de la sécurité dans l'Est du pays, excepté la zone de Beni (Nord-Kivu) où ont lieu des massacres « à une échelle qui choque ». Il appelle cependant à consolider les acquis, à continuer dans cette direction et à réellement approfondir le niveau de respect des droits humains, notamment à travers les schémas de réforme, des lois et des règlements. Le directeur ad intérim du BCNUDH encourage aussi le gouvernement à accélérer la mise en place de la commission nationale indépendante des droits de l'homme, et à accélérer la présentation et l'adoption devant le Parlement de la loi sur la protection des personnes et la défense des droits de l'homme. (Radio Okapi)

Beni: « Nous devons mettre fin à cette terreur », déclare Martin Kobler. Dans un message radiodiffusé, le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, fustige les massacres perpétrés contre des civils dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. « Nous devons mettre fin à cette terreur », déclare-t-il.

Ituri: la route Bunia-Mahagi se dégrade. La route nationale qui relie Bunia à Mahagi se dégrade. Il y a un an pourtant, l'Office des routes y effectuait des travaux d'entretien. Les usagers qui empruntent cette route se plaignent de cette situation, expliquant verser de l'argent au Fonds national d'entretien routier (Foner). La partie la plus dégradée de cette route nationale est comprise entre Iga Barriere et Pimbo. On y compte de nombreux bourniers. Malgré la détérioration de cette route, certains usagers se plaignent des tracasseries de la police qui les obligerait à payer 10 dollars américains avant de traverser un pont de déviation jeté sur la rivière Avida. L'Office des routes a abandonné l'entretien de la route Bunia-Mahagi depuis une année. Un cadre de cette entreprise a confié à Radio Okapi que le Gouvernement central ne débourse plus l'argent nécessaire pour l'entretien de cette route qui relie Bunia à l'Ouganda. (Radio Okapi)

Kinshasa: des vents violents font couler 7 embarcations sur le fleuve Congo (officiel). Douze embarcations amarrées à certains ports privés de Kinshasa sont allées à la dérive après les vents violents qui ont soufflé dans la ville mardi 9 décembre. Selon Félix Kabange Numbi, ministre de la santé qui fait l'intérim de son collègue des Transports, sept embarcations ont coulé. Les cinq autres ont été récupérées. Le ministre a déclaré ce mercredi 10 décembre qu'aucun mort n'a été enregistré.

Justice : annulation de l'élection du bâtonnier du barreau de Lubumbashi. Le Conseil national de l'ordre des avocats a annoncé lundi 8 décembre l'annulation de l'élection qui a porté Me Rose Tumba Kaja à la tête du barreau de Lubumbashi, faisant d'elle la première femme à occuper ce poste en RDC. Selon le bâtonnier national, Me Matadi Wamba, plusieurs irrégularités ont été constatées au cours de ce scrutin déroulé le 18 octobre dernier à Lubumbashi. De son côté, Me Rose Tumba dit attendre une notification officielle avant de réagir.

Droits de l'homme en RDC : plus de 7000 enfants sortis des groupes armés (officiel). Plus de 7 000 enfants ont été sortis des groupes armés en RDC. La ministre sortante des droits de l'homme, Saidi Binti, l'a affirmé mercredi 10 décembre en marge de la journée internationale des droits de l'homme. Elle a cité plusieurs réalisations à mettre au crédit du gouvernement congolais dans ce domaine. Parmi elles : 1. la nomination par le Président de la République d'une représentante personnel en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants ; 2. L'adoption en fin août 2014 d'un plan d'action des FARDC à travers l'augmentation des mesures préventives ; 3. L'organisation de procès contre les auteurs de viol, pillages et autres crimes de guerre.

Jeudi 11 décembre.

RDC : qui sont les femmes membres du Gouvernement Matata II. Le gouvernement dit de cohésion nationale, publié dimanche 7 décembre, comprend 47 membres dont 7 femmes, soit environ 15% de sa composition. Parmi ces femmes, on compte trois ministres et quatre vice-ministres. Nous vous proposons le portrait de ces femmes. Parmi les sept femmes, deux étaient déjà membres du précédent gouvernement : Louise Munga et Maguy Rwakabuba. A 66 ans, Louise Munga a été reconduite au ministère du portefeuille. Avant de rejoindre le gouvernement Matata I en 2007, elle a été tour à tour conseillère principale du président Kabila et ministre des Postes et télécommunications. Native de Fizi, dans la province du sud Kivu, Louise Munga est membre du parti présidentiel, le PPRD. Maguy Rwakabuba était vice-ministre à l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle (EPSP) sous Matata I. Elle est actuellement vice-ministre de l'Energie. Membre du parti UDCN, Maguy Rwakabuba est originaire du Nord-Kivu. Parmi les nouvelles venues, il y a notamment Mme Gudianga Bayokisa. Juriste de formation, elle est nommée à la tête du ministère du Commerce. Elle est avocate au barreau de Matadi, dans le Bas-Congo. Une autre femme est portée à la tête du ministère du Genre, Famille et enfant : Bijou Kat. Elle est originaire du territoire de Sakanya, dans la province du Katanga. Elle est membre du parti politique Unafec. Les trois autres femmes du gouvernement sont vice-ministres : Martine Bukasa, originaire du Kasai-Oriental, est vice-ministre de l'Intérieur. Elle a rallié l'ADR quand l'UNC, son parti, l'a désavouée il y a environ une année pour participation aux concertations nationales sans autorisation ; Lisette Bisangana, vice-ministre du Plan ; Ernestine Nyoka, nouvelle vice-ministre du Budget. Juriste originaire de Kazumba, au Kasai-Occidental, elle est membre du PPRD et avocate au barreau de Kin-Gombe. (Radio Okapi)

RDC: le Sénat adopte le budget 2015 revu à la hausse. Le sénat a adopté mercredi 10 décembre la loi des finances 2015. Le budget est désormais évalué à près de 8, 49 milliards de francs congolais (9,2 milliards de dollars américains) soit un accroissement de 74 245 961 102 francs congolais (près de 80 millions de dollars américains) par rapport au budget voté à l'Assemblée nationale. Pour le président de la commission économique du Sénat, Mabi Mulumba, ces 80 millions de dollars supplémentaires proviendront des recettes additionnelles notamment du secteur minier. Il explique que le gouvernement devrait mettre fin à des allègements fiscaux au profit des industries minières décidés au moment de la dernière crise financière. « Dans le secteur minier au moment où il y a eu la crise et que les cours des matières premières avaient baissé, il a fallu alléger les taxes que supportaient les usines de traitement des minerais sur place. Le moratoire était de trois mois. Mais on a constaté que six ans se sont écoulés [et le moratoire est toujours en vigueur] », détaille Mabi Mulumba pour qui « il faut restituer à l'Etat la somme qui lui revenait ». Pour lutter contre la fraude, le sénateur propose que le gouvernement procède à la certification des réserves pétrolières et minières. Une commission mixte paritaire Sénat-Assemblée nationale devrait se réunir pour harmoniser les vues de deux chambres et adopter le budget 2015 en des termes identiques. (Radio Okapi)

RDC: l'Etat appelé à intégrer la prévention des violences sexistes dans le programme scolaire. La clôture de la campagne de «16 jours d'activisme contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre» a coïncidé mercredi 10 décembre avec la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme. La journée a été marquée par une caravane qui a regroupé une centaine de personnes, issues d'ONG locales,

dans les artères de Goma (Nord-Kivu). Les manifestants ont appelé l'Etat congolais à intégrer la prévention des violences sexistes dans le programme scolaire.

Nord-Kivu: 10 miliciens Mai-Mai tués dans des affrontements avec les FARDC à Ndwali. Dix miliciens Mai-Mai ont été tués mardi 9 décembre lors des affrontements avec des militaires congolais qui étaient en patrouille avec des garde-parcs à Ndwali dans le parc national des Virunga (Nord-Kivu). Le chef du secteur centre du parc explique que les affrontements ont débuté après une embuscade tendue par les Mai-Mai contre l'équipe de patrouilleurs.

RDC: 50 opérateurs économiques otages des Mai-Mai Simba à Mambasa. Les miliciens du groupe armé Mai-Mai Simba occupent depuis quatre jours la carrière minière de Muchacha, en pleine forêt dans la localité de Bandegaido dans le territoire de Mambasa (Province Orientale). La Fédération locale des entreprises du Congo (Fec) l'a annoncé jeudi 11 décembre, ajoutant que ces assaillants ont pris en otage environ cinquante opérateurs économiques après avoir pillé plusieurs biens. Le commandant des FARDC en Ituri a déploré la cohabitation des miliciens avec la population qui l'empêche de mener des opérations militaires dans cette zone.

Mbandaka: une ONG dénonce la persistance d'arrestations arbitraires. L'ONG Equipe de soutien au développement humanitaire intégral et de la biodiversité (ESDHIB) a noté mercredi 10 décembre quelques avancées dans la lutte contre les violences faites aux femmes et l'administration de la justice dans plusieurs juridictions de l'Equateur. Mais, elle a dénoncé les arrestations arbitraires perpétrées tant par les magistrats que par la police, au mépris du principe de la présomption d'innocence des personnes accusées. Les arrestations arbitraires sont devenues systématiques pour intimider les gens, a affirmé Me Lambert Lisika, activiste de l'ESDHIB, accusant les services de sécurité, de la police et du parquet. (Radio Okapi)

Consultation des listes électorales provisoires: la Ceni évoque des difficultés au Nord-Kivu. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a lancé mercredi 10 décembre une opération d'affichage et de consultation des listes provisoires des électeurs congolais. Au Nord-Kivu, cette opération rencontre plusieurs difficultés techniques, notamment des problèmes d'accessibilité et des contraintes sécuritaires. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni, Raphael Akilimali, se dit toutefois optimiste quant à la réussite de ces opérations. Il appelle cependant l'implication des cadres de base et des chefs locaux.

Mahagi : la société civile demande une 2e opération de récupération d'armes. La société civile du territoire de Mahagi, à 180 km au nord de Bunia, en Ituri, demande l'organisation d'une deuxième opération de ramassage d'armes à feu dans ce territoire. Selon cette structure, la précédente opération, qui s'est déroulée en août, n'a duré que 15 jours, et n'a pas permis de ramasser beaucoup d'armes et de munitions qui, selon elle, circulent encore parmi les civils. Pour Laurence Aliango, chargé des relations publiques de la société civile de Mahagi, la première campagne, au cours de laquelle 981 armes ont été collectionnées, n'avait pas atteint le fond du territoire. (Radio Okapi)

Vendredi 12 décembre.

Nord-Kivu: les humanitaires veulent accompagner la fermeture des camps de déplacés. Le coordonnateur de l'action humanitaire en RDC, Moustapha Soumaré, a fait part de l'intention des humanitaires d'accompagner le gouvernement provincial dans la fermeture de ces camps. Il l'a affirmé jeudi 11 décembre à Goma (Nord-Kivu) à l'issue de sa rencontre avec le gouverneur Julien Paluku. Le Nord-Kivu compte 53 camps et sites de déplacés abritant environ 250 000 personnes, selon les statistiques de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR).

RDC: l'AFDC de Modeste Bahati insatisfait de la composition du nouveau gouvernement. Le parti de la majorité Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) de Modeste Bahati n'est pas satisfait de la composition du nouveau Gouvernement. Il s'estime peu représenté dans cette équipe alors qu'il constitue la troisième force politique de la majorité avec ses 43 députés et 3 sénateurs. Dans ce gouvernement Matata II, le parti compte un membre.

Assemblée nationale: débat sur la loi fixant les limites des provinces. La loi fixant les limites des provinces a été débattue jeudi 11 décembre à l'Assemblée nationale. Il était question de délimiter les vingt-six provinces que doit compter le pays. Pour certains élus, cette démarche permettra une libre administration, une autonomie de gestion financière et une stabilité des institutions provinciales. Mais d'autres craignent que le découpage auquel va donner lieu l'adoption de cette loi ne soit porteur des germes des conflits s'il n'est pas traité correctement.

Déclarations de Nairobi: Kinshasa et le M23 s'accusent de «blocage». Les trois documents contenant des engagements signés à Nairobi, au Kenya, pour mettre fin aux pourparlers de Kampala entre le gouvernement

de la RDC et la rébellion du M23 totalisent une année ce vendredi 12 décembre. Ces engagements ne sont pas totalement honorés. Les deux parties se rejettent la responsabilité du «blocage» de ce processus. Même si le gouvernement congolais et le M23 avaient signé chacun sa déclaration séparément, il y a lieu de noter que les deux déclarations prises ensemble couvrent les onze points négociés et convenus entre les deux parties. Il s'agit notamment de : la fin de la rébellion, l'amnistie, les dispositions transitoires de sécurité, les libérations des prisonniers, la transformation du M23, le retour et l'installation des réfugiés et des personnes déplacées internes, la réconciliation nationale et la justice, le mécanisme de suivi de mise en œuvre, la gouvernance et les réformes socioéconomiques, la démobilisation et réinsertion des ex-combattants du M23. La troisième déclaration n'est autre que le communiqué final de la CIRGL et de la SADC saluant la conclusion de ces pourparlers et félicitant les parties pour le résultat. Mais une année après, sur les onze points négociés, deux seulement sont honorés. Il s'agit de la fin de la guerre et l'amnistie, bien que cette question d'amnistie divise encore les deux parties. Pendant que le M23 accuse constamment le gouvernement congolais de mauvaise foi dans la mise en œuvre des engagements pris à Nairobi, Kinshasa rejette la responsabilité du blocage du processus à l'ex-mouvement rebelle. François Muamba, coordonnateur du Mécanisme national de suivi, accuse:

«Ce processus a connu un boccage dû à Monsieur Abandi et à son ex-mouvement. Parce que ces gens qui viennent à Goma tout le temps, nous le savons, maintenant qu'on [leur parle du] rapatriement, on dit : 'venez à Kinshasa en transit et en suite à Kamina', ils commencent à poser des problèmes soi-disant de sécurité.» Pour François Muamba, les ex-rebelles du M23 seraient en insécurité «à Goma où ils ont commis des forfaits» et non à Kinshasa. La plupart de ces ex-rebelles du M23 ont trouvé refuge au Rwanda et en Ouganda après leur défaite en novembre 2013. La question de leur rapatriement divise toujours les dirigeants de l'ex-mouvement rebelle et le gouvernement congolais. L'Ouganda a annoncé qu'il accorderait le statut de réfugié politique à tous les ex-rebelles M23 qui se trouveraient encore sur son territoire au 12 décembre. (Radio Okapi)

RDC: les violences sexuelles favorisent le VIH/Sida, selon Sanru. L'association Santé rurale (Sanru) appelle à la protection des victimes des violences sexuelles. D'après le chef de projet adjoint en charge du VIH/Sida au Sanru, Philippe Lukanu, les violences sexuelles constituent «une des portes d'entrée du VIH/Sida, mais qui est négligée dans la lutte contre» cette pandémie. Cet appel a été lancé jeudi 11 décembre à l'occasion de la présentation de la situation de cette maladie en RDC et des efforts fournis par Sanru dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

RDC: Human Rights Watch réclame que les crimes du M23 soient jugés. Dans un communiqué publié vendredi 12 décembre, Human Rights Watch regrette qu'une année après la signature des déclarations mettant fin aux pourparlers entre Kinshasa et l'ex-rébellion du M23, les crimes commis par les ex-rebelles dans l'Est de la RDC ne sont pas encore jugés. Ces derniers ont combattu l'armée congolaise pendant 19 mois dans la province du Nord-Kivu. Selon Human Rights Watch, ces rebelles ont commis de multiples crimes de guerre, notamment des meurtres, des actes de violence sexuelle et le recrutement d'enfants par la force.

Province Orientale: la multiplication des kidnappings inquiète les habitants de Bunia. Deux élèves d'une école secondaire ont été enlevés jeudi 11 décembre par des inconnus à Bunia (Province Orientale), portant à sept le nombre des personnes kidnappées en deux semaines. Certaines victimes ont été relâchées moyennant paiement de rançon. Cette situation inquiète les habitants de Bunia où le phénomène a pris de l'ampleur ces derniers jours. Les autorités judiciaires invitent les parents des victimes à collaborer avec les services spécialisés pour «démanteler ce réseau.».

RDC : l'évêque de Beni demande une enquête internationale sur les massacres de civils. L'évêque du diocèse de Butembo-Beni (Nord-Kivu) demande une enquête internationale sur les massacres de civils survenus à Beni ville et territoire. Au cours d'une messe dite vendredi 12 décembre en faveur des victimes de ces massacres, Monseigneur Paluku Sikuly Melchisedeck, a dénoncé l'impuissance nationale face au meurtre des 267 personnes tuées depuis octobre dernier dans cette région. De son côté, le nonce apostolique de l'église catholique du Congo, présent à cette célébration, a appelé la population à l'espérance.

Sud-Ubangi : le leader d'un mouvement xénophobe arrêté à Bokonzi. Le leader d'un groupe xénophobe a été arrêté dans le groupement de Bokonzi, en territoire de Kungu, dans la province de l'Equateur. Selon le comité local de sécurité du Sud-Ubangi, qui a effectué une mission d'enquête dans ce groupement, ces gens faisaient la chasse à tous les non-originaux du milieu qui occupaient des postes importants dans différentes institutions. Le leader de ce groupe, un avocat dénommé Koko, a été mis aux arrêts et acheminé au parquet de Gemena.

Naufrage du bateau M/V Mutambala sur le lac Tanganyika : 26 morts. Le naufrage du bateau M/V Mutambala la nuit du jeudi 11 à vendredi 12 décembre sur le lac Tanganyika, au large du village Tembwe, entre Moba et Kalemie, dans le Katanga, a fait 26 morts. L'accident est survenu six heures après que

l'embarcation a quitté le port de Moba.. Deux autres bateaux, le Raya et l'Okako, envoyés respectivement d'Uvira et de Kalemie ont pu secourir 221 rescapés. Le commissaire maritime de Moba a été arrêté. Selon les premiers témoignages recueillis auprès de survivants, le bilan pourrait s'alourdir vu le nombre important des passagers qui ont pris place à bord du bateau au départ de Moba. Le nombre total des passagers reste jusqu'à présent inconnu. Le commissaire de district du Tanganyika, Jean-Félix Ilunga Mpafu, s'est dit choqué par cette catastrophe. Pour lui, les services maritimes et les armateurs de bateaux, qui se passent des règles élémentaires de la navigation, sont les responsables de ce drame. (Radio Okapi)

Samedi 13 décembre.

Calendrier global des élections en RDC: la Ceni attend la décision de l'Assemblée nationale. La publication du calendrier global des élections en RDC reste toujours conditionnée par la levée des options fondamentales sur le processus électoral à l'Assemblée nationale. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), abbé Apollinaire Malumalu l'a annoncé vendredi 12 décembre à Kinshasa, à l'occasion de la réunion du comité de liaison Ceni – partis politiques.

Loi électorale: le député Sessanga accuse le bureau de l'Assemblée nationale de tripatouillage. Alors que l'Assemblée nationale a déjà distribué la proposition de loi modifiant la loi électorale pour un prochain examen, le député Delly Sessanga – auteur de ce texte – saisit le bureau de la chambre basse pour le retrait de sa proposition de loi. Dans un point de presse tenu vendredi 12 décembre à Kinshasa, il a accusé le bureau d'avoir tripatouillé ce document, estimant le texte distribué «comporte plusieurs germes de conflits.» «Je trouve scandaleux que les règles de procédures soient bafouées. Aussi, aucune disposition du règlement intérieur ne permet au bureau de modifier en amont une proposition des lors que celle-ci est transmise au Gouvernement», a déclaré Delly Sessanga. Pour lui, «il n'est pas question que la loi distribuée soit examinée car elle comporte plusieurs germes de conflits.» Alors que, selon lui, sa proposition de loi présentée en 2012 visait à «renforcer le mécanisme de transparence » du processus électoral. En outre, Delly Sessanga redoute que le texte distribué aux députés entraîne un «glissement» du calendrier électoral jusqu'au-delà de 2016: «Je fais savoir que la supposée proposition de loi, telle qu'elle distribuée par le bureau comporte notamment l'abrogation de l'obligation de pouvoir procéder à l'enrôlement des électeurs avant d'organiser le cycle électoral, entraînant de ce fait le glissement du calendrier électoral de 2016 jusqu'à des années où ils auraient achevé le recensement des électeurs.» Un autre fait dénoncé par ce député a trait à une révision à la hausse de la caution exigée aux différents candidats. «Il est tout à fait hasardeux aujourd'hui de pouvoir augmenter les cautions en vue des élections pouvant correspondre, dans certains cas, à une sélection par l'argent», a-t-il affirmé. Cinq jours auparavant, le député Sessanga avait déjà annoncé la suspension de sa proposition de loi portant modification de la loi électorale en République démocratique du Congo (RDC). Lors d'une conférence de presse organisée, il avait expliqué que le contexte politique actuel ne permet plus l'examen de cette proposition de loi. Le contexte politique actuel exige des clarifications qui émaneraient d'un débat politique inclusif autour du bureau de l'Assemblée nationale, avait estimé le président d'Envol. Le gouvernement avait également déposé à l'Assemblée un projet de loi électorale, plusieurs mois, après la proposition du député. (Radio Okapi)

Katanga: des policiers condamnés à la perpétuité pour meurtre à Malemba Nkulu. Le tribunal militaire de garnison du Haut-Lomami au Katanga, siégeant en chambre foraine dans la cité de Malemba Nkulu, a condamné vendredi 12 décembre quinze policiers notamment à la perpétuité. Ils ont été reconnus coupables de viol, meurtre, association des malfaiteurs... D'autres audiences doivent se poursuivre ce samedi.

RDC: nouvelles opérations conjointes FARDC – Monusco contre les ADF à Beni. Les FARDC et la Monusco ont lancé samedi 13 décembre une nouvelle traque conjointe des rebelles ougandais des ADF actifs dans le territoire de Beni. L'objectif est de neutraliser totalement cette rébellion, ont précisé à Radio Okapi des sources du commandement de l'opération militaire "Sokola 1", visant le désarmement de ces rebelles accusés de plusieurs atrocités dans la région. Cette fois-ci, la Brigade d'intervention de la Monusco est engagée aux combats.

RDC: une ONG soupçonne l'ICCN de cacher la mort de civils à Ndwali. Le Centre de recherche sur l'environnement, la démocratie et le droit de l'homme (Credhho) soupçonne l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN) de vouloir cacher la mort des civils dans les affrontements entre l'équipe conjointe des patrouilleurs gardes de parc – FARDC et les Mai-Mai dans la zone de Ndwali, à plus de 130 kms au nord de Goma (Nord-Kivu). Selon le chef de l'antenne locale du Credhho, Aisé Kanendu, l'ICCN refuse à la Croix rouge d'avoir accès aux corps des victimes. Il réclame l'ouverture d'une enquête sur cette affaire. «Pourquoi l'ICCN refuse aux éléments de la Croix rouge de passer à l'enterrement des personnes tuées pendant ces affrontements. Nous avons des informations fiables qu'il y a parmi ces personnes tuées des civils», a affirmé Aisé Kanendu. Selon lui, des agriculteurs dans la zone de Ndwali avaient bénéficié d'un moratoire des trois mois pour récolter leurs produits dans les champs avant les opérations de démarcation participative du parc. «Pour le moment, les paysans sont en train de récolter dans cette zone où les

affrontements ont eu lieu. Le Creddho demande l'ouverture d'une enquête parce que les gardes parcs refusent aux secouristes de la Croix rouge de descendre sur le lieu de bataille et d'inhumer ces gens», a-t-il poursuivi. Le Creddho soupçonne l'ICCN de craindre que des civils soient découverts parmi les cadavres. Selon lui, certaines familles se plaignent de ne pas retrouver des membres de leurs familles depuis l'éclatement de ces affrontements. Entre-temps, les corps des personnes tuées restent encore exposés au soleil, selon la même source. Selon plusieurs sources locales, parmi les 10 présumés Maï-Maï tués, il y aurait des personnes civiles innocentes. (Radio Okapi)

Le Sénat et l'Assemblée nationale s'accordent sur le budget 2015: 9,2 milliards USD. Le Sénat et l'Assemblée nationale sont tombés vendredi 12 décembre d'accords sur le budget 2015. Après harmonisation au sein de la commission mixte paritaire, le budget adopté s'élève à plus de 8.496 milliards de francs congolais, soit un peu plus de 9,2 milliards de dollars américains. La loi des finances a ainsi été votée par les deux chambres ce vendredi en des termes identiques. Les recettes additionnelles dégagées proviendront du secteur des mines, comme l'ont affirmé les deux commissions économiques. Le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, avait présenté lundi 13 octobre à l'Assemblée nationale le projet de loi des finances, chiffré à 9,09 milliards de dollars américains. Un budget dont les recettes proviennent à 79% des ressources internes et à 21% des ressources extérieures. Celui du précédent exercice était chiffré à 8,9 milliards de dollars américains. Après avoir été adopté par la chambre basse du Parlement, le texte a été envoyé en seconde lecture au Sénat. Les sénateurs l'ont à leur tour adopté mercredi 10 décembre à près de 8,49 milliards de francs congolais (9,2 milliards de dollars américains), soit un accroissement de 74 245 961 102 francs congolais (près de 80 millions USD) par rapport au budget voté à l'Assemblée nationale. Le texte sur lequel les deux chambres se sont mises d'accord vendredi devrait être envoyé au président de la République pour promulgation. (Radio Okapi)

Dimanche 14 décembre.

Nord-Kivu: la société civile salue le lancement des opérations contre les ADF à Beni. La société civile du Nord-Kivu salue le début des opérations conjointes FARDC-Monusco contre les rebelles ougandais de l'ADF. Pour son vice-président, Omar Kavota, ces opérations doivent permettre de neutraliser définitivement ces hommes armés accusés des massacres de nombreux civils dans le territoire de Beni ces derniers mois.

Province Orientale: l'usage des dragues interdit pour l'exploitation de l'étain et de l'or. Le ministre provincial en charge des ressources naturelles de la Province Orientale, Paulin Odiane Doune, interdit l'usage des dragues pour l'exploitation des substances minérales stannifères et aurifères dans quatre territoires de cette province. Il s'agit des territoires de Banalia, Bafwasende, Watsa et Dungu. Cette mesure est entrée en vigueur vendredi 12 décembre après la publication de la circulaire interdisant l'usage de ces dragues.

Elections : Martin Fayulu propose un nouvel enrôlement à la place du recensement. Le député national Martin Fayulu salue la décision de son collègue Delly Sessanga qui a retiré sa proposition de loi modifiant la loi électorale en RDC. Sessanga a accusé le bureau de l'Assemblée nationale d'avoir modifié son texte notamment en abrogeant l'obligation de pouvoir procéder à l'enrôlement des électeurs avant d'organiser les cycles électoraux. Pour Martin Fayulu, la constitution d'un fichier électoral « crédible » est une priorité. Pour constituer ce fichier électoral, il propose « qu'on refasse une nouvelle opération d'enrôlement des électeurs ».

Province Orientale : 16 morts dans 2 accidents de circulation à Mambasa. Seize personnes sont mortes et six autres grièvement blessées dans deux accidents de circulation qui se sont produits vendredi et samedi 13 décembre sur la route Bunia-Kisangani dans le territoire de Mambasa (Province Orientale). Selon l'administrateur du territoire, ces véhicules qui transportaient plusieurs passagers roulaient à vive allure avant de se renverser.

Les habitants de Kalemie tuent deux Kulunas. Les habitants de Kalemie ont tué deux jeunes bandits appelés Kulunas qui s'en étaient pris à des passants vendredi 13 décembre à la Place « Quatre coins ». Le commissaire de district du Tanganyika qui dénonce un acte de justice populaire annonce que la police a arrêté trois autres bandits samedi.

Katanga : un accident de circulation fait 14 morts à Mitwaba. Un accident de circulation survenu la nuit de samedi à dimanche 14 décembre sur la route Manono-Mitwaba au niveau de la montagne Kataba a fait 14 morts et 72 blessés graves.

RDC: Eve Bazaiba nommée secrétaire générale du MLC. La députée du Mouvement de libération du Congo (MLC) Eve Bazaiba a été nommée secrétaire générale de ce parti de l'opposition. Cette décision rendue publique dimanche 14 décembre par l'inspecteur général du MLC, Jacques Djoli, a été prise par le

président du parti Jean-Pierre Bemba, actuellement détenu à la Cour pénale internationale (CPI) à la Haye. Eve Bazaiba remplace à ce poste Thomas Luhaka, nommé vice-Premier ministre dans le nouveau gouvernement congolais.

RDC : Louis Koyagialo est décédé en Afrique du Sud. Le gouverneur de l'Equateur, Louis Alphonse Koyagialo, est décédé dimanche 14 décembre en Afrique du Sud où il suivait des soins depuis plusieurs mois. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, l'a annoncé sur Radio Okapi.

Lundi 15 décembre.

Naufrage sur le lac Tanganyika : bilan revu à la hausse, plus de 120 disparus. Plus de cent vingt personnes sont portées disparues dans le naufrage du bateau M/V Mutambala qui s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi dernier sur le lac Tanganyika au Katanga. Le commissaire de district, Jean Félix Ilunga a livré ce bilan dimanche 14 décembre à Radio Okapi. Selon lui, environ trois cent cinquante passagers étaient à bord de cette embarcation censée contenir cent quarante personnes.

Nord-Kivu : les FARDC et la Monusco veulent neutraliser «définitivement» les ADF. Le commandant de la Brigade d'intervention de la Monusco, le général Abdallah Kimweri, a affirmé dimanche 14 décembre que les troupes des FARDC et de la mission onusienne sont décidées à neutraliser «définitivement » les rebelles ougandais des ADF. L'armée congolaise et les casques bleus affrontent actuellement ces rebelles dans une dense forêt, aux alentours de plusieurs villages du territoire de Beni au Nord-Kivu. Un journaliste de Radio Okapi a pu survoler la zone de combat dans un hélicoptère de la Monusco, en compagnie du commandant de l'opération Sokola 1, le général Muhindo Akili Mundosi et celui de la Brigade d'Intervention de la Monusco.

Joseph Kabila : « Toutes les élections prévues par les lois seront organisées ». Dans son discours sur l'état de la nation prononcé lundi 15 décembre devant les deux chambres du Parlement réunies en congrès, le chef de l'Etat Congolais a annoncé que toutes les élections prévues par les lois de la République seront organisées conformément aux dispositions qui seront prises par la commission électorale. Cette déclaration intervient alors qu'un débat agite depuis plusieurs mois la classe politique congolaise sur la tenue des prochaines élections présidentielle et législatives notamment prévues en 2016. « Les élections sont dans notre pays devenues incontournables pour l'accès aux plus hautes charges de l'Etat. Nous ne pouvons donc pas en faire l'économie quelles que soient nos difficultés. Toutes les élections prévues par les lois de la République seront organisées conformément aux dispositions qui seront prises par l'institution compétente pour ce faire, à savoir la Ceni [commission électorale]», a déclaré Joseph Kabila. Le chef de l'Etat congolais a plaidé pour que l'Assemblée nationale et le Sénat dotent la Ceni des lois dont elle a besoin pour mieux programmer les différentes échéances électorales. Au gouvernement, il a demandé de mobiliser et de mettre à la disposition de la commission électorale « les ressources nécessaires pour la bonne organisation des élections ». Joseph Kabila a également évoqué le recensement de la population. Il a exhorté le gouvernement à appuyer « comme il sied » l'Office national d'identification de la population, chargé d'organiser ce recensement. **Respect de la souveraineté.** Joseph Kabila a également évoqué les réactions suscitées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays par le débat politique interne en RDC. Il a reconnu aux acteurs politiques congolais le droit de susciter ou d'entretenir le débat au sujet du processus électoral. « On peut en revanche s'interroger sur le bien-fondé de l'auto-invitation dans ce débat des personnalités non congolaises aussi bien intentionnées soient-elles », a-t-il cependant ajouté. Le chef de l'Etat s'est également interrogé sur « la tendance fort remarquée de certains compatriotes d'en appeler systématiquement à l'étranger pour régler les différends entre Congolais, comme si dans ce pays, nous n'avions pas collectivement assez de sagesse pour le faire nous-mêmes ». « Je voudrai dire aux premiers et aux seconds que le peuple congolais n'est pas n'importe quel peuple. Nous sommes les descendants de Kimpa Vita, de Simon Kimbangu, de Joseph Kasavubu, d'Antoine Gizenga, de Patrice Lumumba et de Laurent Désiré Kabila. Nous sommes ce peuple tellement jaloux de son indépendance conquise de haute lutte et de liberté démocratique obtenue parfois au prix de sang », a lancé Joseph Kabila, avant de faire cette mise en garde aux partenaires de la RDC : « De nos partenaires et pourvu que cela soit fait dans le respect de notre souveraineté, nous sommes toujours prêts à recevoir des avis, conseils et suggestions mais jamais des injonctions. » **Gouvernement de cohésion nationale.** Joseph Kabila est revenu sur la composition du nouveau gouvernement dont il a rappelé les principales missions : consolider la paix ; rendre effective l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ; appliquer les recommandations des concertations nationales, mettre en œuvre le processus de décentralisation ; appuyer l'organisation des élections ; améliorer les conditions sociales des populations et poursuivre la reconstruction du pays. Il a aussi plaidé pour l'unité. « C'est uni que nos leaders de 1960 ont arraché l'indépendance. C'est uni que notre génération gagnera la bataille de l'émergence », a affirmé Joseph Kabila, indiquant que le gouvernement de cohésion nationale réunit la plupart de nos courants politiques et forces sociales. **Massacres de Beni.** Le chef de l'Etat a également évoqué la situation sécuritaire du pays, estimant qu'il fallait consolider la paix « chèrement acquise ». Il a notamment déploré la situation qui prévaut actuellement dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. « Les forces obscures de l'intérieur et de

l'extérieur guettent la moindre distraction de notre part pour allumer le feu. C'est le cas depuis quelques mois dans le secteur de Beni-Mabu au Nord-Kivu où des milliers de personnes sont contraintes d'abandonner leurs foyers et où la population subit quotidiennement des violences insupportables du fait des bandes d'anarchistes dépourvues de toute revendication intelligible moins encore légitimes », a expliqué Joseph Kabila. Il a indiqué avoir donné l'ordre aux forces armées de la RDC « de poursuivre le travail de restauration de la paix jusqu'à l'éradication de toutes les forces négatives nationales et étrangères. (Radio Okapi)

RDC: François Muamba dément le rapatriement forcé des ex-M23. Accusé de vouloir faire revenir de force les anciens membres de la rébellion du M23 en RDC, le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba, François Muamba, a expliqué que «revient au Congo celui qui est Congolais et qui souhaite revenir au Congo». Il réagit ainsi à une lettre ouverte de l'ex-mouvement M23, accusant le gouvernement congolais de rapatrier de force ses ex-combattants cantonnés au camp militaire de Bihamba, en Ouganda. La lettre signée par Bertrand Bisimwa est adressée au chef du Bureau du Haut Commissariat des droits de l'homme de l'Onu à Kampala.

Kinshasa: près de 300 ONG exigent l'installation « rapide » de la CNDH. Près de trois cents organisations de la société civile exigent « la désignation rapide » des animateurs de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Dans une lettre ouverte adressée le week-end dernier au président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, elles estiment que la mise en place de cette Commission piétine depuis la promulgation de sa loi organique en mars 2013. Ces associations ont rappelé que le président de l'Assemblée nationale avait promis de mettre en place la CNDH avant le 14 décembre, date de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme. Après avoir proposé plus de candidatures que des postes prévus à travers diverses listes, elles appellent à trouver une solution « à cette léthargie ». (Radio Okapi)

Ituri : l'administrateur de Mambasa soupçonne la présence des ADF dans son entité. L'administrateur du territoire de Mambasa, en Ituri (Province Orientale) s'inquiète de la présence d'un groupe d'hommes armés soupçonnés d'être des rebelles ougandais des ADF dans son entité, à 200 km au sud-ouest de Bunia. Selon lui, ces hommes armés ont été aperçus il y a trois jours par les habitants du groupement Samboko, à la limite avec le territoire de Beni, dans le Nord-Kivu, où les rebelles ADF sont accusés de massacres sur les populations civiles. Déjà, ce groupement a commencé à se vider de ses habitants depuis vendredi 12 décembre dernier. Les autorités militaires de la région disent qu'elles se penchent sur cette question.

RDC: réactions de la classe politique au discours de Joseph Kabila. Lors de son discours sur l'état de la nation du lundi 15 décembre devant le Congrès, le président de la République a abordé plusieurs questions d'intérêt national notamment la sécurité dans l'Est du pays, les tâches assignées à la nouvelle équipe gouvernementale, les prochaines élections ainsi que les questions économiques et sociales. Au sein de la majorité présidentielle, on estime que Joseph Kabila a répondu aux attentes de la population. Mais pour les opposants, «il n'a pas touché aux problèmes cruciaux de la RDC.» L'allocution de Joseph Kabila a été naturellement applaudie par sa famille politique. Pour les députés nationaux et autres autorités de la majorité présidentielle, Joseph Kabila a répondu aux desideratas de la population. «Un discours déconnecté...» Dans le camp de l'opposition, le sentiment est plutôt celui de l'inachevé. Pour les opposants, le chef de l'Etat a parlé sans pour autant toucher aux problèmes cruciaux de la RDC. «Sur les grandes questions aujourd'hui – c'est la régularité du cycle électoral, c'est la non-révision de la constitution, c'est la tenue des échéances [électorales] en 2016 – sur ces questions le président la République n'a pas apporté d'éléments de réponses», a déclaré Delly Sessanga, député national de l'opposition. En escamotant les vraies questions et problèmes des Congolais, le chef de l'Etat énerve la population, a estimé un autre député de l'opposition, Franck Djongo. Il soutient que le chef de l'Etat a prononcé «un discours déconnecté des réalités» du pays. «Le point principal sur lequel les Congolais attendaient la réponse [de Joseph Kabila], c'est sa position claire sur la révision constitutionnelle et sur la fin de son mandat. Il est resté évasif et il a dilué cette question en des termes aux contours flous et ambigus.». Delly Sessanga a également déploré qu'il ait eu, dans le même discours, «beaucoup d'incises notamment à l'égard de la communauté internationale qui nous aide depuis de bien longues années [...] La posture souverainiste n'est pas là pour défendre réellement cette indépendance nationale. Je crois que nous sommes dans un monde de coopération et ce ton me paraît assez fort.» Ce discours du chef de l'Etat tombe à point nommé, au moment où on parle du départ progressif des militaires de la Monusco, a indiqué pour sa part François Katende, député de la majorité. Pour lui, le nombre actuel des casques bleus de la mission onusienne est excessif. On devrait réduire ces effectifs et renforcer les capacités de l'armée et de la police nationales, selon la même source. Devant les députés et sénateurs réunis en Congrès, Joseph Kabila, tout en regrettant les violences à répétition à l'Est du Congo et particulièrement dans la ville de Beni, a affirmé sa volonté d'y mettre fin. Le président de la République a rappelé la mission assignée au gouvernement Matata II. Il s'agit notamment de l'application des résolutions des concertations nationales et l'amélioration des conditions de vie des populations. (Radio Okapi)

Equateur: deuil provincial suite à la mort de Koyagialo. Le gouverneur intérimaire de l'Equateur, Michel Liyele wa Liyele, décrète un deuil provincial d'une semaine à partir de ce lundi 15 décembre suite à la mort du gouverneur Louis-Alphonse-Daniel Koyagialo. La population, qui attendait beaucoup de cet homme, dit regretter sa mort. Elle demande que tout soit mis en œuvre pour que l'élection du nouveau gouverneur soit rapidement organisée dans les délais légaux.

Retour